Numéro 168

CHAIRE DE DYNAMIQUE SOCIALE (C.D.S)

MOUVEMENTS & ENJEUX SOCIAUX

Revue Internationale des Dynamiques Sociales



WWW.MESRIDS.ORG
SEPTEMBRE - OCTOBRE 2026
KINSHASA-R.D.C

LEADERSHIP POLITIQUE ET DEFIS DU DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LA PROVINCE DU KWANGO : *Radioscopie d'une gouvernance territoriale*

Par

David KUZIETUKA NGEMBA

(Politologue et chercheur à la Faculté des Sciences Sociales, Administratives et Politiques, Université de Kinshasa et Chef de Travaux à l'Université du Kwango)

Résumé

Cette étude analyse la manière dont le leadership politique est lié aux défis du développement durable dans la province du Kwango en République Démocratique du Congo (RDC). Issue de la division territoriale de 2015, cette province illustre les difficultés de la décentralisation inachevée : le potentiel agricole est immense mais la pauvreté et la gouvernance sont médiocres. Ce travail propose une approche holistique et une analyse détaillée de la gouvernance territoriale du Kwango, montrant la nécessité d'un leadership politique transformationnel pour fournir une vision réaliste afin de réaliser un véritable développement durable.

Mots-clés : *leadership politique, développement durable et gouvernance territoriale.*

Abstract

This study analyzes the link between political leadership and sustainable development challenges in Kwango Province, Democratic Republic of the Congo (DRC). Created following the 2015 territorial reorganization, the province exemplifies the difficulties associated with incomplete decentralization: while agricultural potential is immense, poverty levels are high and governance is poor. This study offers a holistic approach and a detailed analysis of territorial governance in Kwango, highlighting the need for transformational political leadership to provide a realistic vision for achieving genuine sustainable development.

Keywords: *political leadership, sustainable development, territorial governance.*

INTRODUCTION

La réforme territoriale, qui a débuté avec la Constitution du 18 février 2006, en République Démocratique du Congo (RDC) de 2015, a vu le pays passer de 11 à 26 provinces. Cette décentralisation visait à rendre les dirigeants plus accessibles à la population et à stimuler le développement local. La province du Kwango, issue de la séparation de l'ancienne province du Bandundu, est au cœur de ce changement. Avec une longue frontière avec l'Angola au sud et voisine de Kinshasa, sa capitale, le Kwango possède des avantages

géostratégiques indéniables. Son sol, propice à l'agriculture, et son réseau hydrographique (rivière Kwango) sont des leviers de croissance majeurs.

Mais la province reste structurellement faible (infrastructures anciennes, malnutrition chronique (maladie de Konzo), et administration locale faible)[51].

Cette situation paradoxale soulève des questions très sérieuses sur la capacité des élites locales à impulser une dynamique de progrès. Le déficit de développement n'est pas seulement une question financière ou naturelle ; il dépend aussi de la qualité de l'action publique et de la vision des décideurs.

De ce qui précède, certaines questions continuent d'apparaître dans nos pensées : dans quelle mesure la structure actuelle du leadership politique dans la province du Kwango entrave-t-elle ou favorise-t-elle la gouvernance territoriale pour surmonter les défis du développement durable ? Comment fonctionne l'interaction entre les autorités politico-administratives et les institutions coutumières dans la gestion territoriale ? Quels sont les obstacles structurels qui paralysent l'action publique au niveau provincial ? Quel modèle de leadership faut-il pour transformer les vulnérabilités du Kwango en opportunités de développement durable ? telles sont les questions que cette étude examine.

I. CADRE CONCEPTUEL

Pour réaliser la complexité de ce sujet, nous devons définir et mettre en contexte les trois piliers conceptuels de l'étude.

I.1. Leadership politique

Le concept de leadership politique va bien au-delà du pouvoir légal-rationnel de Max Weber. Il se réfère à la capacité d'une personne ou d'un groupe de personnes à galvaniser, motiver et diriger une communauté pour avancer ensemble malgré les obstacles structurels[52].

Le leadership politique dans les jeunes provinces du Congo est souvent divisé en deux catégories :

- *leadership transactionnel* (*ou clientéliste*) : dans lequel des faveurs sont échangées, la redistribution des rentes a lieu, et l'allégeance est maintenue (souvent au détriment du bien commun) ;
- *leadership transformationnel* : où une vision à long terme est délivrée, les politiques publiques sont innovées, et les gens sont

[51] Banque Mondiale. (2020). *RDC : Diagnostic systématique du pays - Priorités pour mettre fin à la pauvreté et stimuler la prospérité partagée*. Rapport Washington D.C.

[52] Burns, J. M. (1978). *Leadership*. New York: Harper & Row. Un ouvrage fondateur sur la distinction entre le leadership transactionnel et le leadership transformationnel.

poussés à sortir des clivages tribaux ou partisans pour travailler ensemble sur une cause commune.

Pour le Kwango, le leadership est défini par la capacité d'une personne à négocier avec le pouvoir central (pour obtenir des rétrocessions constitutionnelles), à mobiliser les recettes locales, et à unir les forces vives (société civile, chefs traditionnels, et diaspora) afin d'atteindre le développement durable.

I.2. Développement durable

Considéré comme un développement qui est, selon le Rapport Brundtland (1987), « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs[53] », le développement durable repose sur la réconciliation de trois piliers :

a) **Efficacité économique** : création de richesse par la valorisation des ressources locales (agriculture, commerce transfrontalier) ;
b) **Équité sociale** : réduction de la pauvreté, accès à l'éducation, à la santé, et à l'eau potable pour les personnes âgées et les pauvres ;
c) **Préservation de l'environnement** : lutte contre la déforestation (très prononcée au Kwango pour l'approvisionnement en charbon de Kinshasa) et protection des sols.

I.3. Gouvernance territoriale

La gouvernance territoriale se réfère à la coordination des acteurs publics, privés et associatifs pour définir et mettre en œuvre des politiques publiques à l'échelle d'un territoire donné[54]. Elle s'éloigne du modèle jacobin d'administration « top-down » et du concept de subsidiarité, de consultation, et de l'incorporation des spécificités locales. Une bonne gouvernance territoriale repose sur la transparence, la responsabilité et l'engagement citoyen.

II. Défis du développement durable dans la province du Kwango

La province reste un moteur de développement agricole et agropastoral avec un potentiel agricole énorme et est encore embourbée dans un cycle de sous-développement chronique. La raison en est l'interaction multidimensionnelle des défis socio-économiques, environnementaux et politico-administratifs dans la province du Kwango, ce qui nécessite une

[53] Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement (Rapport Brundtland). (1987). *Notre avenir à tous*. Éditions du Fleuve, Montréal.

[54] Pasquier, R., Simoulin, V., & Weisbein, J**.** (2013). *La gouvernance territoriale. Pratiques, discours et théories*. Paris: LGDJ - Lextenso Éditions.

explication de l'interaction complexe entre les défis socio-économiques, environnementaux et de gestion politique que nous devons considérer.

II.1. Défis socio-économiques : pauvreté dans un grenier agricole

Le Kwango est souvent considéré comme l'un des greniers naturels de Kinshasa, mais sa population locale est paradoxalement l'une des plus pauvres du pays et montre qu'il s'agit d'une économie extravertie et de subsistance.

1.1.Isolement physique et déficit d'infrastructures

Le principal problème du Kwango est son isolement. Bien que la Route Nationale 1 (RN1) traverse la capitale Kenge, le reste de la province (Popokabaka, Kasongo-Lunda, Feshi, et Kahemba) est largement déconnecté. Les routes de desserte agricole sont pratiquement inexistantes, ou dans un état si mauvais qu'elles sont impraticables pendant la saison des pluies.

Ce déficit d'infrastructures a un double impact économique : d'une part, il entraîne d'énormes pertes post-récolte (les produits pourrissent avant d'arriver sur les marchés) ; d'autre part, il augmente considérablement les coûts de transport, amenant les agriculteurs à perdre leurs bénéfices et décourageant l'agriculture de rente ou commerciale au profit de l'agriculture de subsistance[55].

1.2.Crise sanitaire et malnutrition : le fléau du Konzo

Bien que productrice de denrées alimentaires, la province connaît une insécurité alimentaire qualitative considérable. L'aliment de base est le manioc. Pourtant, face à la pauvreté et aux exigences immédiates d'argent, les agriculteurs (surtout les femmes) raccourcissent le temps de « fermentation » (fermentation dans l'eau), qui est une étape nécessaire pour éliminer la toxine cyanogène dans le manioc amer. Le Konzo[56] est causé par la consommation continue de ce manioc mal transformé et un régime pauvre en protéines animales. C'est une maladie neurologique irréversible qui paralyse les membres inférieurs, surtout chez les enfants et les femmes. Ce désastre de

[55] Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). (2021). *Profil provincial du Kwango*. Rapport sur les indicateurs socio-économiques des nouvelles provinces de la RDC, Kinshasa.

[56] Tshala-Katumbay, D., Mumba Ngoyi, D., & Boivin, M. J. (2002). "Konzo: a distinct neurological disease associated with food (cassava) cyanogenic poisoning". *Brain Research Bulletin*. Cette étude détaille la mécanique toxicologique liant la pauvreté, le traitement hâtif du manioc et la neuro-dégénérescence au Kwango.

santé publique décime une grande partie de la main-d'œuvre de la province et met en évidence l'échec du développement socio-sanitaire[57].

1.3.Exode rural massif et vieillissement de la main-d'œuvre agricole

Le manque d'infrastructures sociales de base (accès à l'eau potable, électrification rurale quasi inexistante, écoles et centres de santé sous-financés) pousse la jeunesse du Kwango à fuir vers les bidonvilles de Kinshasa[58]. Cet exode rural massif vide la province de ses forces vives. L'agriculture est laissée à une population vieillissante, incapable d'adopter des méthodes modernes et d'augmenter les surfaces cultivées, ce qui perpétue le cycle de la pauvreté.

II. 2. Défis environnementaux : l'épuisement du capital naturel

Kwango est une zone de transition écologique entre la forêt équatoriale et les savanes arbustives. Cet équilibre délicat est désormais menacé par la pression humaine non régulée due à la demande énergétique urbaine et aux pratiques agricoles archaïques.

2.1. Déforestation frénétique et économie du charbon de bois « Makala »

Kinshasa, avec plus de 15 millions d'habitants et un taux d'électrification très bas, utilise le charbon de bois (Makala) et l'énergie du bois pour cuisiner plus de 90 % du temps. Avec sa proximité, Kwango est devenu l'un des principaux bassins d'approvisionnement de la capitale[59].

Cette économie de rente informelle conduit à une déforestation galopante. Les forêts-galeries (le long des cours d'eau) et les savanes boisées sont abattues sans politique de reboisement. Les conséquences sont désastreuses : assèchement des sources d'eau, destruction des habitats naturels et perte de biodiversité.

2.2. Dégradation des sols et agriculture sur brûlis

Les agriculteurs de Kwango, sans engrais ni vulgarisation agricole, pratiquent l'agriculture sur brûlis. Ils défrichent, brûlent la végétation pour enrichir temporairement le sol avec des cendres, cultivent pendant deux ou trois saisons puis abandonnent la parcelle. En raison de la pression démographique, les périodes de jachère ont été raccourcies. Les sols de

[57] Ministère de l'Agriculture de la RDC. (2018). *Plan National d'Investissement Agricole (PNIA)*. Analyse des chaînes de valeur agricoles et des défis de transformation post-récolte dans l'ex-Bandundu.

[58] Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), 2021, op-cit

[59] Schure, J., et al. (2011). "Woodfuel for urban markets in Democratic Republic of Congo". *CIFOR (Center for International Forestry Research)*. Une analyse économique et environnementale du flux de charbon de bois entre le Kwango et Kinshasa.

Kwango sont sableux et pauvres et n'ont pas le temps de se régénérer. Le lessivage des nutriments et la savanisation des terres arables entraînent une baisse dramatique des rendements agricoles[60].

2.3. Vulnérabilité au changement climatique

Les perturbations climatiques mondiales à Kwango se manifestent pendant les saisons des pluies (retards, précipitations violentes et irrégulières, longues sécheresses). Les calendriers agricoles sont perturbés. Cette vulnérabilité au changement climatique et la dégradation des sols impactent directement la sécurité alimentaire locale et la capacité d'exportation de la province[61].

II. 3. Défis politico-administratifs : la faiblesse du cadre institutionnel

Le développement durable nécessite des institutions locales fortes capables de planifier, financer et réguler. Mais la gouvernance de Kwango est faible en termes de fondations structurelles.

3.1. Crise de financement et modestie du budget provincial

Comme de nombreuses provinces de la RDC depuis la division, Kwango n'est pas financièrement viable dans sa configuration actuelle. La constitution congolaise prévoit de retenir 40 % des recettes nationales à la source, mais cette « rétrocession » de Kinshasa aux provinces est arbitraire et souvent moindre[62].

Pendant ce temps, la province peine à mobiliser ses recettes locales (taxes foncières, péages) en raison d'un énorme secteur informel et de la corruption.

Sans un grand budget, le gouvernement provincial doit faire face à la situation actuelle du pays et n'est pas en mesure d'investir dans les infrastructures, l'éducation ou la santé.

3.2. Menaces sécuritaires, conflits fonciers et le phénomène dit Mobondo

Historiquement paisible, Kwango fait face à des défis sécuritaires majeurs depuis 2022-2023. Le conflit du territoire de Kwamouth (près de la province de Mai-Ndombe) entre Teke et Yaka s'est transformé en conflit communautaire et s'est étendu à d'autres zones. Les milices armées (Mobondo) ont fréquemment fait des incursions violentes dans les territoires

[60] Banque Mondiale. (2022). *Rapport sur le climat et le développement en RDC (CCDR)*. Washington, DC. Analyse des impacts de la dégradation des sols et des changements climatiques sur l'agriculture congolaise.

[61] Schure, J., et al. (2011), op-cit.

[62] Observatoire de la Gouvernance en RDC (OG-RDC). (2023). *Rapport annuel sur la décentralisation et l'effectivité des rétrocessions aux provinces*. KINSHASA. Met en lumière la paralysie financière des provinces démembrées.

de Kwango (Kenge et Popokabaka en particulier), bloquant l'agriculture et provoquant d'énormes déplacements de population et bloquant l'approvisionnement depuis la RN1[63].

Il y a aussi des conflits en cours liés à la transhumance. Des éleveurs d'autres pays ou provinces font paître de grands troupeaux de bétail qui détruisent les champs des agriculteurs locaux et il y a des affrontements sanglants qui ne sont pas régulés par l'autorité de l'État.

3.3. Déficit de planification stratégique et centralisation

Il y a un manque de données statistiques fiables (démographie, cartographie des sols, cadastre) qui limite toute planification spatiale du développement. De plus, bien que la constitution promeuve la décentralisation, les ressources naturelles (forêts, mines potentielles) et la nomination des administrateurs territoriaux sont encore fortement influencées par Kinshasa. Ce système étouffe les efforts locaux et engendre une sorte de clientélisme où la plus haute hiérarchie est Kinshasa plutôt que le peuple de Kwango[64].

Ainsi, les défis du développement durable de Kwango ne sont pas isolés ; ils sont construits et auto-entretenus. L'isolement politico-administratif et physique maintient la population dans la pauvreté et les force à surexploiter leur environnement (Makala) et à sous-traiter les aliments (Konzo) sous l'œil vigilant d'un État provincial sous-financé. Toute stratégie pour Kwango nécessitera une solution systémique : il est impossible de protéger les forêts sans une solution à la crise de Kinshasa ; il est impossible d'éradiquer le Konzo sans mécaniser l'agriculture ; il n'est pas possible de se redresser sans décentralisation financière de l'économie et construction de routes rurales.

III. Radioscopie de la gouvernance territoriale au Kwango

La crise multidimensionnelle dans la province de Kwango ne peut être réduite à des conditions géographiques et historiques. Elle est simplement une manifestation d'une crise structurelle de gouvernance. L'échec de l'appareil d'État provincial à réguler, planifier et investir les ressources naturelles de la province transforme les atouts de la province en fardeaux.

L'analyse clinique (radiographie) de ce fonctionnement institutionnel met en évidence des défauts fondamentaux qui doivent être rectifiés par un

[63] Conseil de Sécurité des Nations Unies. (2023). *Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo*. Document S/2023/431. Détaille l'expansion de la crise Teke-Yaka et les dynamiques de la milice "Mobondo" dans l'espace Grand Bandundu (incluant le Kwango).

[64] Observatoire de la Gouvernance en RDC (OG-RDC), 2023, op-cit.

nouveau type de leadership. L'architecture institutionnelle de Kwango a été diagnostiquée par la division constitutionnelle de 2015[65] et la détérioration de l'action publique a été aggravée par des relations de pouvoir inefficaces et une déconnexion entre les dirigeants et les réalités locales.

III.1. Instabilité institutionnelle et hyper-politisation

Depuis la création de la province, l'espace politique de Kwango est devenu un espace de confrontations permanentes. L'Assemblée provinciale, le temple du contrôle démocratique, et le gouvernement provincial (organe exécutif) mènent une guerre d'usure à long terme. L'instrument constitutionnel de « motion de censure » ou de « défiance » a été transformé d'un mécanisme de responsabilité en un outil de chantage politique[66]. Les gouverneurs successifs sont pris en otage par des coalitions changeantes de députés provinciaux. Heureusement que le Ministre national de l'intérieur, sécurité, décentralisation et affaires coutumières avait stopper ce mécanisme de motions.

La rationalité administrative est sacrifiée pour la survie politique. Les efforts de l'exécutif et les rares ressources financières de la province sont consacrés à « gérer » cette majorité absolue (clientélisme, achat de la paix sociale) et non à faire de la politique publique. Cette hyper-politisation paralyse l'appareil d'État, et toute vision de développement à long terme est impossible[67].

III.2. La dualité du pouvoir : gouvernement contre autorités traditionnelles

La gouvernance territoriale de Kwango ne se fait pas dans un vide sociologique mais dans un contexte de pluralisme juridique complexe. Le pouvoir rationnel légal (l'État moderne sous forme d'administration

[65] La loi organique n° 15/006 du 25 mars 2015 portant fixation des limites des provinces et celles de la ville de Kinshasa a acté le démembrement de l'ex-Bandundu en trois nouvelles provinces (Kwilu, Mai-Ndombe, Kwango).

[66] Englebert, P., & Mungeng, A. (2020). *Le démembrement territorial en RDC : Décentralisation ou multiplication des rentes ?* IFRI (Institut Français des Relations Internationales). Ce rapport démontre comment la création de nouvelles assemblées provinciales a multiplié les crises de gouvernance.

[67] Observatoire de la Dépense Publique (ODEP). (2022). *Rapport sur la gouvernance des provinces démembrées*. Kinshasa. Souligne la part disproportionnée du budget engloutie par les conflits institutionnels.

décentralisée) chevauche le pouvoir coutumier traditionnel (les chefs de terre et de chefferie)[68].

L'échec de la gouvernance actuelle réside dans la tension entre ces deux légitimités. Au lieu d'intégrer les autorités traditionnelles comme de véritables partenaires de développement dans la politique provinciale, le leadership politique provincial est plus susceptible de les marginaliser puis de les utiliser les unes contre les autres dans le processus électoral en tant que « grands électeurs »[69].

Mais dans la région rurale de Kwangolaise, l'autorité de l'État moderne est souvent perçue comme prédatrice. C'est l'autorité traditionnelle qui est responsable de l'activité quotidienne de la vie : les conflits de voisinage, l'attribution des terres agricoles et la mobilisation de la communauté (Salongo). Et en l'absence de ces dirigeants traditionnels, toute politique foncière ou entretien des routes de service serait insuffisante.

III.3. Le manque de responsabilité et l'opacité financière

L'un des problèmes les plus dommageables de la gouvernance kwangolaise est le manque de mécanismes de responsabilité. La collecte des impôts provenant des recettes fiscales locales (taxes sur le transport, péages et taxes foncières) s'accompagne d'un flux de revenus chroniquement fuyant[70].

L'argent public, qui est rarement dépensé pour des investissements (construction d'écoles, d'hôpitaux et de forages), est généralement utilisé uniquement pour les coûts de fonctionnement et la clientèle politique pour la maintenir en place. L'absence de participation citoyenne (budget participatif) pour élaborer le budget provincial alimente davantage le sentiment d'aliénation du peuple vis-à-vis de ses dirigeants, ce qui peut être perçu comme un incivisme fiscal.

III.4. Le phénomène des "Élites Absentes"

---

[68] Omasombo Tshonda, J. (dir.). (2012). *Kwango : Le pays des Bana Lunda*. Musée Royal de l'Afrique Centrale (MRAC). Un ouvrage de référence sur la sociologie historique et l'ancrage du pouvoir coutumier dans la région.

[69] Trefon, T. (2011). *Congo's Environmental Paradox: Potential and Predation in a Land of Plenty*. Zed Books. L'auteur y analyse les frictions entre l'État légal et les chefs coutumiers dans la gestion des ressources naturelles et des terres rurales.

[70] Banque Mondiale. (2021). *Revue des Dépenses Publiques en RDC : Renforcer l'efficacité et l'équité des allocations*. Washington, DC. Analyse détaillée des fuites fiscales (coulage) au niveau provincial.

Une caractéristique de la sociologie politique kwangolaise est la déconnexion de la plupart de ses élites intellectuelles et économiques de Kinshasa ou de la diaspora[71]. Ce leadership "par procuration" a un contrôle local limité sur la question.

Le territoire est souvent perçu comme un simple "réservoir électoral" visité brièvement, plutôt qu'un lieu où dépenser beaucoup d'argent. Cette fuite des cerveaux interne prive la province des compétences nécessaires pour l'ingénierie du développement local.

IV. Pistes de Solutions : Vers un leadership politique transformationnel

Le diagnostic accablant de la gouvernance territoriale au Kwango ne doit pas mener au fatalisme. La pauvreté et l'isolement de cette province ne sont pas des malédictions géographiques, mais les conséquences d'une mauvaise gouvernance. Pour inverser ce schéma destructeur, nous devons opérer un changement radical de paradigme.

La Province du Kwango a besoin d'un leadership politique transformationnel. Le leadership transactionnel, qui permet de gérer les dynamiques politiques à court terme et de donner des rentes, est une stratégie de gestion politique à court terme et le leadership transformationnel est l'une des clés de la vision à long terme, du pouvoir social, et des actions dures et impopulaires qui doivent être prises dans un avenir proche.

La transformation de l'environnement institutionnel doit être encadrée en termes de cinq piliers stratégiques.

IV.1. Planification Stratégique et Participative : Rompre avec l'improvisation

La première étape du leadership politique transformationnel est de sortir de la dictature de l'urgence et du clientélisme électoral. Le Kwango a institutionnalisé une gestion à courte vue. Le leadership politique provincial doit élaborer **un Plan de Développement Provincial (PDP)** réaliste de développement dans le futur qui soit durable au-delà des cycles électoraux de cinq ans.

Pour être légitime et applicable, le PDP ne doit pas être rédigé en vase clos par quelques technocrates à Kenge mais doit être basé sur une approche participative dans toutes les parties du Kwango, à savoir : Feshi, Kahemba, Kasongo-Lunda, Popokabaka et Kenge y compris tous les secteurs, chefféries ainsi que les groupements. L'intégration de la société civile (ONG, églises,

[71] Ndaywel è Nziem, I. (1998). *Histoire générale du Congo*. De Boeck & Larcier. L'auteur aborde la dynamique de migration des élites des provinces vers le centre de décision politique kinois (Kinshasa).

associations de femmes), des autorités traditionnelles et du secteur privé garantira l'appropriation locale.

En bref, ce plan doit identifier et exploiter les véritables avantages comparatifs de la province. L'improvisation doit être remplacée par la planification stratégique, notamment sur deux fronts clés :

- *la relance agricole* : le Kwango doit cesser d'exporter des matières premières à faible valeur ajoutée. Le PDP doit établir la chaîne de valeur du manioc et du maïs, et il y aura des incitations pour les micro-usines de transformation agroalimentaire (moulins, farine de boulangerie) ;
- *le tourisme culturel et écologique* : la province possède un patrimoine immatériel incroyable mais inexploité (culture Yaka et Lunda) et un patrimoine naturel (chutes de Tembo et Guillaume) et le Parc de ngundu mayala vers Swa tenda, dans le Territoire de Kasongo-Lunda.

La planification stratégique peut transformer ce potentiel en richesse réelle et en une industrie créatrice d'emplois.

IV.2. Numérisation et Transparence Fiscale : Restaurer le Contrat Social

L'autonomie politique est une illusion sans autonomie financière. La province est actuellement à sec en raison de fuites fiscales chroniques. Pour minimiser cette perte de revenus et améliorer les ressources de l'État provincial, il doit y avoir une numérisation complète de la chaîne de revenus.

Le leadership politique transformationnel doit utiliser les paiements mobiles (Mobile Money) et les terminaux électroniques pour les péages routiers, les taxes d'évacuation agricole et les taxes foncières pour les collecter. Cette dématérialisation réduit le contact physique des contribuables avec les agents fiscaux et donc les réseaux de corruption et d'extorsion. Ce n'est pas seulement une maximisation des revenus, mais une vertu démocratique : elle restaure la confiance de nos citoyens. Lorsque les gens voient que les taxes collectées ne disparaissent plus dans des poches privées mais sont utilisées pour réaliser des investissements plus durables et visibles (écoles, routes, centres de santé), le consentement fiscal nous est rendu et l'État et les citoyens peuvent retrouver le contrat social brisé.

IV.3. Plaidoyer Proactif avec le Pouvoir Central : De la Soumission à la Proposition Proactive

Le sous-développement du Kwango est également dû à l'incapacité de l'élite politique à défendre la province contre le pouvoir central à Kinshasa.

La Constitution de la République Démocratique du Congo, article 175, stipule que les provinces doivent pouvoir conserver 40% des revenus nationaux. Mais cette disposition est systématiquement violée et le Kwango reste vivant et dans un état de désarroi institutionnel. Le nouveau leadership politique local doit construire un véritable groupe de pression provincial (lobby) en tenant compte beaucoup plus des réalités de Kwango.

Ce plaidoyer ne doit plus être dans la même voie stérile de confrontation, de lamentation ou d'allégeance politique aveugle. Il doit être un lobbying intelligent basé sur des arguments techniques, juridiques et financiers solides. Grâce à une "Task Force" d'avocats, d'économistes et d'experts de la diaspora kwangolaise, la province pourra présenter des dossiers solides, quantifiés et viables qui non seulement pourront convaincre le gouvernement central mais aussi attirer l'attention et le soutien des partenaires techniques et financiers internationaux (PTF).

IV.4. Transition Écologique et Économie Forestière : Une Union de Survie et de Durabilité.

Le Kwango est la principale source d'énergie de cuisson (charbon de bois ou Makala) pour Kinshasa. Cette pression sur les écosystèmes forestiers provoque une déforestation massive, menaçant finalement la sécurité alimentaire de la province par la dégradation des sols et la perturbation des cycles de précipitations.

Le leadership politique transformationnel se caractérise par son pragmatisme. Interdire simplement les exportations de charbon de bois vers Kinshasa serait une mesure illusoire et impopulaire qui ne ferait que favoriser un marché noir florissant. La stratégie est de formaliser le secteur avec une éco-taxe provinciale sur les transporteurs et les distributeurs. Les revenus générés par cette fiscalité verte ne doivent pas être utilisés pour les dépenses de fonctionnement de l'État mais doivent être déposés dans un "**Fonds Environnemental Provincial**" qui financera de grands projets agroforestiers (comme la plantation d'arbres à croissance rapide comme l'acacia).

Cette politique crée un cercle vertueux : elle crée des milliers d'emplois ruraux pour les jeunes, assure l'approvisionnement énergétique futur et permet à la province de préserver son capital naturel tout en se positionnant pour capter le financement climatique mondial (crédits carbone).

IV.5. Renforcement de la capacité institutionnelle : développer une administration de développement

Toutes les réformes mentionnées ci-dessus seront inefficaces sans une administration publique bonne et motivée. L'administration provinciale du

Kwango est actuellement sclérosée, vieillissante et dépourvue d'outils de gestion modernes.

Afin de transformer ce système bureaucratique de survie en une véritable administration de développement, la direction politique provinciale doit investir massivement dans le capital humain. Cela signifie forger des partenariats avec les universités nationales ou l'École Nationale d'Administration (ENA) pour recycler les fonctionnaires actuels et former une nouvelle élite administrative locale. La formation doit être très axée sur l'aspect opérationnel : **gestion axée sur les résultats (GAR**), transparence des marchés publics et ingénierie de structuration de projets.

Une province avec des cadres en place pour rédiger des appels d'offres conformes aux normes internationales et structurer des projets bancables n'aura plus à attendre passivement des subventions de Kinshasa ; elle pourra attirer des investissements privés et des fonds de donateurs internationaux (Banque mondiale, PNUD, BAD).

CONCLUSION

L'analyse systémique des problèmes socio-économiques, environnementaux et politiques dans la province du Kwango souligne un fait amer : la pauvreté dans cette zone n'est pas inévitable. Elle résulte d'un modèle économique exubérant et prédateur, couplé à une gouvernance provinciale paralysée par un dysfonctionnement institutionnel et une opacité financière, et à la marginalisation des forces actives locales. Mais le Kwango n'est pas un lieu condamné. Ses vastes terres arables, sa jeunesse résiliente, la proximité du vaste marché de Kinshasa et la richesse du patrimoine culturel et coutumier de la région peuvent encore être ravivés. Mais ce potentiel ne se matérialisera pas sans une nouvelle volonté politique.

Pour sortir le Kwango de l'ornière, il faut une thérapie de choc institutionnelle. Comme nous l'avons montré, il ne s'agit plus seulement de faire des réformes dans l'état actuel, mais de marquer une rupture par l'ascension d'un leadership politique transformationnel. Un tel leadership devra restaurer l'autorité de l'État par la transparence fiscale, ouvrir la province par des modes de pensée innovants et participatifs, intégrer les autorités coutumières comme de véritables partenaires de développement, apaiser l'arène politique et permettre une planification stratégique.

Le salut de la province du Kwango ne reposera pas sur Kinshasa ni sur l'aide extérieure, mais sur un réveil collectif de ses propres fils et filles. C'est seulement grâce à un exécutif provincial visionnaire, un gouvernement local modernisé, une élite intellectuelle et économique relocalisée de l'étranger et

une population rurale placée au centre de l'action publique que le Kwango peut devenir le véritable grenier et pôle de stabilité du sud-ouest du Congo. Le défi est immense, mais il est à la mesure de la dignité du peuple kwangolais.

BIBLIOGRAPHIE

- Banque Mondiale. (2020). *RDC : Diagnostic systématique du pays - Priorités pour mettre fin à la pauvreté et stimuler la prospérité partagée*. Rapport Washington D.C.
- Banque Mondiale. (2021). *Revue des Dépenses Publiques en RDC : Renforcer l'efficacité et l'équité des allocations*. Washington, DC. Analyse détaillée des fuites fiscales (coulage) au niveau provincial.
- Banque Mondiale. (2022). *Rapport sur le climat et le développement en RDC (CCDR)*. Washington, DC. Analyse des impacts de la dégradation des sols et des changements climatiques sur l'agriculture congolaise.
- Burns, J. M. (1978). *Leadership*. New York: Harper & Row. Un ouvrage fondateur sur la distinction entre le leadership transactionnel et le leadership transformationnel.
- Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement (Rapport Brundtland). (1987). *Notre avenir à tous*. Éditions du Fleuve, Montréal.
- Conseil de Sécurité des Nations Unies. (2023). *Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo*. Document S/2023/431. Détaille l'expansion de la crise Teke-Yaka et les dynamiques de la milice "Mobondo" dans l'espace Grand Bandundu (incluant le Kwango).
- Englebert, P., & Mungeng, A. (2020). *Le démembrement territorial en RDC : Décentralisation ou multiplication des rentes ?* IFRI (Institut Français des Relations Internationales). Ce rapport démontre comment la création de nouvelles assemblées provinciales a multiplié les crises de gouvernance.
- La loi organique n° 15/006 du 25 mars 2015 portant fixation des limites des provinces et celles de la ville de Kinshasa a acté le démembrement de l'ex-Bandundu en trois nouvelles provinces (Kwilu, Mai-Ndombe, Kwango).
- Ministère de l'Agriculture de la RDC. (2018). *Plan National d'Investissement Agricole (PNIA)*. Analyse des chaînes de valeur agricoles et des défis de transformation post-récolte dans l'ex-Bandundu.

- Ndaywel è Nziem, I. (1998). *Histoire générale du Congo*. De Boeck & Larcier. L'auteur aborde la dynamique de migration des élites des provinces vers le centre de décision politique kinois (Kinshasa).
- Observatoire de la Dépense Publique (ODEP). (2022). *Rapport sur la gouvernance des provinces démembrées*. Kinshasa. Souligne la part disproportionnée du budget engloutie par les conflits institutionnels.
- Observatoire de la Gouvernance en RDC (OG-RDC). (2023). *Rapport annuel sur la décentralisation et l'effectivité des rétrocessions aux provinces*. KINSHASA. Met en lumière la paralysie financière des provinces démembrées.
- Omasombo Tshonda, J. (dir.). (2012). *Kwango : Le pays des Bana Lunda*. Musée Royal de l'Afrique Centrale (MRAC). Un ouvrage de référence sur la sociologie historique et l'ancrage du pouvoir coutumier dans la région.
- Pasquier, R., Simoulin, V., & Weisbein, J. (2013). *La gouvernance territoriale. Pratiques, discours et théories*. Paris: LGDJ - Lextenso Éditions.
- Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). (2021). *Profil provincial du Kwango*. Rapport sur les indicateurs socio-économiques des nouvelles provinces de la RDC, Kinshasa.
- Schure, J., et al. (2011). "Woodfuel for urban markets in Democratic Republic of Congo". *CIFOR (Center for International Forestry Research)*. Une analyse économique et environnementale du flux de charbon de bois entre le Kwango et Kinshasa.
- Trefon, T. (2011). *Congo's Environmental Paradox: Potential and Predation in a Land of Plenty*. Zed Books. L'auteur y analyse les frictions entre l'État légal et les chefs coutumiers dans la gestion des ressources naturelles et des terres rurales.
- Tshala-Katumbay, D., Mumba Ngoyi, D., & Boivin, M. J. (2002). "Konzo: a distinct neurological disease associated with food (cassava) cyanogenic poisoning". *Brain Research Bulletin*. Cette étude détaille la mécanique toxicologique liant la pauvreté, le traitement hâtif du manioc et la neuro-dégénérescence au Kwango.

Centre de recherche d'interface université-société

COMITÉ DE RÉDACTION ET ADMINISTRATION

- Directeur-Editeur : Sylvain Shomba Kinyamba, Professeur Ordinaire
- Rédacteur en Chef : Gaston Mwene Batende, Professeur Emérite
- Rédacteur en Chef adjoint : Patrick Develtere, Professeur Ordinaire
- Secrétaire de rédaction : Michel Kandolo Edungu, Chef de Travaux
- Relation avec les partenaires : Jean Pierre Mpiana, Professeur Ordinaire
- Archivage et logistique : Ingrid Mulamba Feza, Professeure Associée

CONSEIL SCIENTIFIQUE

Professeurs Baeke Viviane, Batamba Balembu Antoine ; Bongeli Yeikeo Ya Ato Emile ; Develtere Patrick ; Ekala Pierre ; Gretry Lucille ; Huib Huyse ; Inswan Bidum Pierre ; Kaminar Théo-Macaire ; Kapalayi Mutanga Roger-Vincent ; Labana Lasay'abar Jean Berck Mans ; Malemba N'sakila Gilbert ; Matabisi Nico ; Mbalanda Willy ; Mbela Hiza Login ; Mbuyi Musongela François ; Mokonda Bonza Floratin ; Mukoka Nsenda François ; Mulamba Feza Ingrid ; Muluma Munanga Albert ; Musa Alokpo Dieudonné ; Musao Kalombo Célestin ; Mutunda Mwembo Pierre ; Mpiana Tshitenge Jean Pierre ; Mwabila Malela Clément ; Mwene Batende Gaston ; Ndeke Zamba Casimir ; Ngoma Binda Elie ; Ngoy Bisongo Colby ; Nkuanzaka Inzanza Adélard ; Ongevela Van Jan, Osokonda Okenge Basile, Ponsar Paul, Reychler Luc ; Sekimonyo Wa Magango Côme ; Shomba Kinyamba Sylvain ; Wingenga Jeannot ; Yandju Marie-Claire ; Yere Afobe Innocent Zimango Gama Romain.

Immeuble CDS n°3, Trafic, Route de l'Ouest,
Campus de l'Unikin, Tél. : 0999903563 /
shombakin@yahoo.fr,
www.mesrids.org
Dépôt légal : MR 3.02103.57117
N° ISSNB : 2790-3095 (impr.)
N° ISSNB : 2790-3109 (ligne)

